



Michèle STRIFFLER
Député au Parlement Européen

Monsieur Philippe MARTIN
Ministre de l'Ecologie,
du Développement durable et de l'Energie
246, boulevard Saint-Germain
75007 PARIS

Monsieur le Ministre,

Permettez-moi avant toute chose de vous féliciter pour votre nouvelle prise de fonctions et de vous souhaiter pleine réussite dans cette entreprise.

Je me permets d'attirer votre attention sur un dossier qui me tient à cœur et que votre prédécesseur Madame BATHO connaissait bien, celui du site d'enfouissement de déchets toxiques Stocamine à WITTELSHEIM dans le Haut-Rhin.

Situé à 600 mètres sous terre, ce site est à l'amont de la nappe phréatique rhénane qui, avec un volume de près de 80 milliards de mètres cube, assure 80% des besoins en eau potable du Rhin supérieur. Cette source d'eau potable unique en Europe subit déjà de fortes altérations d'origines agricoles, domestiques et industrielles. Aujourd'hui, elle est menacée par la contamination de 44000 tonnes de déchets toxiques ultimes.

Des études officielles ont montré qu'à terme, le contact entre la nappe phréatique et la saumure polluée par les déchets était inéluctable. Le COPIL, groupe d'experts nommés par les administrations, les collectivités, les syndicats et les associations de défense de l'environnement, a reconnu que le site de stockage STOCAMINE sera à terme ennoyé et que la nappe phréatique sera ainsi polluée.

Pourtant les experts estiment que le déstockage est possible et des sites d'accueil sont déjà identifiés en France et en Allemagne. Récemment, une ancienne décharge de produits hautement toxiques a été déstockée avec succès à SAINTE URSANNE en Suisse, prouvant que le déstockage total est possible alors même que ce site représentait plus de danger que celui de STOCAMINE du fait du stockage en vrac des déchets.

Lors de la CLIS (Commission Locale d'Information et de Surveillance) du 17 décembre 2012, Monsieur Alain PERRET, alors Préfet du Haut-Rhin, a annoncé qu'une enveloppe de 100 millions d'euros a été budgétisée pour le déstockage partiel des déchets les plus dangereux ainsi que le rebouchage des galeries. Pourtant, l'expert en charge de l'opération de Ste Ursanne connaît bien le site de STOCAMINE et assure pouvoir déstocker la totalité des déchets pour une somme moindre...

.../...

PERMANENCE MULHOUSE
14 rue des Maréchaux - 68100 Mulhouse Tel. 03 69 77 09 09
Email: michele.striffler.europa@numericable.fr
PARLEMENT EUROPEEN
Rue Wiertz B - 1047 Bruxelles Tel: (+32-2) 284 72 90 Fax: (+32-2) 284 92 90
Av. du Président Schuman F-67070 Strasbourg Cedex Tel: (+33-3) 88 17 72 90 Fax: (+33-3) 88 17 92 90
Email: michele.striffler@europarl.europa.eu

.../...

En avril, Madame BATHO avait reçu le collectif Destocamine et avait évoqué la constitution de tables rondes qui associeraient experts, élus, syndicats et associations au niveau local. En juin, lors d'une réunion-débat du collectif, Monsieur Jérôme GOELLNER, Chef du service des risques technologiques à la Direction Générale de la prévention des risques du Ministère, avait représenté Madame la Ministre et avait assuré le collectif de l'intérêt du Ministère sur ce dossier.

Je soutiens bien évidemment ces initiatives et j'espère que ces objectifs resteront ceux de votre Ministère. Ce dossier nécessite la relance d'un processus de concertation locale le plus large et le plus efficace possible, avant le début des travaux de déstockage partiel du site. Il me semble évident que les menaces que le site représente pour la nappe phréatique rhénane transcendent les clivages politiques.

Je soutiens sans réserve l'action et les prises de position du collectif en faveur d'une consultation la plus large possible de tous les acteurs concernés et reste persuadée qu'un déstockage partiel des déchets n'empêcherait pas une catastrophe.

En vous remerciant par avance de la suite que vous voudrez bien donner à la présente, je vous prie de recevoir, monsieur le Ministre, mes plus sincères salutations.



Michèle STRIFFLER
Député européen